



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP

Secrétariat d'Etat aux migrations SEM
Section Analyses

Public

Berne-Wabern, 20 novembre 2018

Note Syrie

La situation dans les zones kurdes

Entretien avec le Pr. Fabrice Balanche

Université Lyon 2

Table des matières

1.	Introduction	3
2.	La situation sécuritaire	3
3.	Justice et éducation	4
4.	Administration locale - les <i>komunat</i>	4
5.	Relations techniques entre le gouvernement central et les autorités kurdes (électricité, eau, agriculture).....	5
6.	Recrutement et service militaire.....	6
7.	La frontière avec l'Irak	7
8.	Santé et Transport.....	7
9.	Relations politiques entre les Kurdes et le gouvernement central	7
10.	Situation des Yézidis et Chrétiens	8
11.	Les dynamiques géopolitiques	9
12.	Retour.....	10

1. Introduction

L'expertise sur la Syrie du Pr. Fabrice Balanche débute en 1990, date à laquelle il a commencé ses recherches sur ce pays. Il était entre autre *visiting fellow* au *Washington Institute for Near East Policy* (2015-2017) et à la *Hoover Institution* (2017-2018) à Washington D. C. Aujourd'hui il enseigne à l'Université Lyon 2. Il a visité les zones kurdes de la Syrie plusieurs fois pendant les dernières années. Sa dernière visite dans la région d'Hassaké, Manbij, et al-Raqqa a eu lieu en janvier 2018.

Le texte de cette note est basé sur un entretien mené le 20 août 2018 entre l'analyse pays SEM et le Pr. Balanche. Ce dernier a revu le texte et autorisé sa publication. Le compte rendu qui suit restitue les observations du Pr. Balanche et ne reflète pas nécessairement celles de l'analyse pays SEM.

2. La situation sécuritaire

La situation sécuritaire dans les zones kurdes est relativement bonne, parce que les Forces démocratiques syriennes (FDS), les Kurdes, ont pris des mesures de sécurité efficaces. Il y a des barrages sur les routes quasiment tous les 20 kilomètres ainsi qu'à l'entrée/sortie des villes. Il n'y a plus beaucoup de voitures piégées qui sautent à Qamichli ou Hassaké. L'organisation terroriste « Etat islamique » (EI) est neutralisée car les Kurdes ont arrêté de nombreux anciens combattants de l'EI, et les ont mis dans des camps de rétention. En même temps, ils ont interdit tout processus de vengeance, surtout dans cette zone qui est très tribale. On craignait après le départ de l'EI, qu'il y ait des actes de vengeance, des règlements de comptes. Dans mes discussions avec des gens des villages, j'ai entendu beaucoup d'exemples comme le suivant : « Dans notre village il y a plusieurs clans. Ce clan minoritaire a coopéré avec l'EI, et ils ont exécuté des membres de notre clan, parce qu'ils étaient auparavant dans l'Armée syrienne libre (ASL). L'EI leur a dit « On vous pardonne, déposez les armes ». Et puis quand ils ont déposé les armes, une semaine plus tard, on est venus les chercher à la maison, on les a emmenés au commissariat et on les a assassinés. » Mais ce n'étaient pas des étrangers (Irakiens, Arabes du Golfe, du Maghreb ou des Tchétchènes) qui les ont tués. L'EI les a faits assassiner par des Syriens de leur village.

Donc l'EI a délibérément utilisé ce clan local pour l'assassinat, de manière à les impliquer dans la répression pour que ces gens leur soient fidèles jusqu'au bout. C'était toujours le même principe : s'appuyer sur des clans - diviser pour régner. Une fois l'EI parti, toutes les familles qui appartenaient à ce clan sont parties se réfugier dans une zone où on ne les connaissait pas, ou alors où leur clan était majoritaire, de manière à être protégées par la tribu.

Quand les Kurdes sont arrivés dans cette région, ils ont bloqué tout processus de vengeance, en refusant qu'il y ait une « justice privée » qui se mette en place. Ils ont arrêté des gens qui étaient avec l'EI, aussi pour les protéger. Puis ils les ont libérés au bout de trois ou six mois, une fois que les chefs des tribus locales étaient venus prêter allégeance aux nouvelles autorités. Les Kurdes demandaient que les jeunes du village s'engagent dans les FDS tout comme des ex-combattants de l'EI directement depuis les camps. Si ces derniers voulaient sortir du camp, ils devaient s'engager directement dans les FDS.

Grâce à cette tactique, les Kurdes ont rapidement stabilisé la situation et empêché la violence locale de se développer. Néanmoins les haines persistent. Le clan dont je parlais a dû quitter son village d'Hassima et se réfugier dans un autre village qui était pro-EI (al-Karama). Il ne retournera jamais dans son village d'origine, de peur de s'y faire assassiner. Il y a eu d'intenses mouvements de population dans la région qu'on a attribués aux combats. Ceci est correct, mais il y a un autre facteur de déplacement : ce sont les gens qui ne peuvent plus rester dans leur village, parce que leur clan ayant coopéré avec l'EI, ils sont tous considérés comme des collaborateurs, et ils ne peuvent pas rester.

3. Justice et éducation

Les autorités kurdes ont installé partout dans les zones sous leur influence des comités de réconciliation qui sont constitués essentiellement de chefs tribaux, de religieux, c'est-à-dire des élites traditionnelles. L'objectif de ces comités est de résoudre les conflits locaux. Nombreux sont les problèmes de vendetta et de spoliation de terres. L'EI a spolié des terres, des maisons de gens qui étaient absents. Maintenant les anciens propriétaires sont revenus mais entretemps ces biens ont été achetés par d'autres personnes, qui ne veulent évidemment pas s'en aller. Ces comités essaient de résoudre les problèmes, ce qui ne fonctionne pas toujours si bien.

Par surcroît les Kurdes ont créé de nouveaux tribunaux. Or les juges de l'Etat syrien sont partis ou alors refusent de participer à cette justice, parce que le gouvernement syrien menace tous ses fonctionnaires - qui sont toujours payés par l'Etat syrien - de supprimer leurs salaires et de les radier des cadres de la fonction publique au cas où ils participeraient à l'autorité locale (kurde). Dans cette situation les gens préfèrent rester chez eux à toucher leur salaire, et puis à faire chauffeur de taxi ou autre chose. De toute façon si vous restez à la maison vous gagnez le même salaire que si vous travaillez, donc financièrement il n'y a pas d'intérêt.

Ensuite comme tout le monde est persuadé que, un jour ou l'autre, l'Etat syrien va revenir dans la région, ils n'ont pas envie d'aller travailler avec les autorités kurdes de crainte que quand le gouvernement reviendra, ils seront licenciés. Toute l'administration de la région est paralysée.

En parallèle, les Kurdes sont en train de créer une nouvelle justice et une nouvelle administration en recrutant de nouvelles personnes parmi les Kurdes et les Arabes. Il s'agit de beaucoup de jeunes sans expérience administrative ou niveau de formation adéquat, raisons pour lesquelles l'administration locale est très faible. De ce fait les Kurdes ont promu toute une nouvelle génération de juges kurdes, qui sont souvent des gens qui étaient avocats ou qui avaient une licence en droit.

L'exemple de Tabqa près d'al-Raqqa démontre la conséquence pour la population arabe : Tabqa est une ville arabe, avec une petite minorité kurde. D'après ce qu'on m'a dit le tribunal était dominé par les Kurdes. Le juge était un avocat kurde qui a été promu par le PYD¹. Pour tout ce qui est des questions de spoliations de terres, de maisons, etc. si c'est un Kurde qui occupe les terres, la procédure contre lui s'éteint. Les gens se plaignent que la justice n'est pas honnête. Cet exemple montre qu'il y a un très fort ressentiment à l'égard des Kurdes.

Le secteur de l'enseignement souffre aussi des défauts administratifs : Les Kurdes ont imposé un nouveau curriculum - en kurde dans les régions kurdes, en arabe dans les régions arabes - différent du programme scolaire syrien. De ce chef, l'Etat syrien refuse que les enseignants syriens du ministère de l'éducation travaillent dans les écoles gérées par les nouvelles autorités kurdes.

4. Administration locale - les *komunat*

Partout dans les zones sous leur contrôle, les Kurdes ont installé le même système de comités de quartier/village, qu'on appelle *komun* (pl. *komunat*). Un *komun* - dirigé par un conseil plus coopté qu'élu - représente env. un millier de personnes, soit 100-150 familles. Ce conseil comprend une dizaine de personnes dont un président et un vice-président (toujours un homme et une femme). Les comités sont chargés de résoudre les problèmes au niveau local, de distribuer le fioul, le pain, de s'occuper du ramassage des ordures, etc. Ils constituent également un instrument de surveillance de toute la commune.

¹ Parti de l'union démocratique : Le parti dominant dans les zones kurdes en Syrie, branche locale du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Turquie.

Avant de soumettre une demande à l'administration - par exemple pour obtenir du ciment -, il vous faut tout d'abord un certificat/une lettre d'introduction de votre commune. Les Kurdes prétendent que c'est un système de démocratie locale, en fait c'est surtout un système de surveillance de la population.

Dans ce système, les cadres sont nommés par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ce que j'avais remarqué, c'est que dans toutes les administrations, il y avait toujours une personne qui ne parlait pas arabe bien que tous les Kurdes Syriens le parlent. Néanmoins on m'avait donné un traducteur qui insistait pour traduire en kurde car l'interlocuteur en question ne comprenait pas l'arabe. Quand je demandais pourquoi, on m'expliquait qu'il venait de Kobané, ville pauvre où il n'avait pas la possibilité d'aller à l'école et d'apprendre l'arabe. Sauf qu'en fait à Kobané tout le monde parle arabe. En réalité, c'était un Kurde de Turquie ou d'Iran, mais plutôt de Turquie, et c'était lui qui avait vraiment le pouvoir. C'est-à-dire que même si le président et le co-président du comité étaient du quartier, il y avait toujours un vétéran turc du PKK qui surveillait tout le monde et qui était le chef réel. Il s'agit d'une double structure : la structure officielle/publique à la surface et la hiérarchie cachée.

5. Relations techniques entre le gouvernement central et les autorités kurdes (électricité, eau, agriculture)

Dans les villes de Qamichli et Hassaké, la « cohabitation » entre autorités kurdes et gouvernementales persiste.²

À Qamichli dans la zone gouvernementale il y a de l'électricité. Dans la zone kurde il n'y en a pas sauf celle fournie par les générateurs. Dans chaque quartier kurde, la municipalité a installé un générateur public, qui fonctionne de 16 heures jusqu'à minuit. Hors de ces heures, la population doit faire recours aux générateurs privés payants.

Il n'y quasiment pas d'électricité dans le réseau car le gouvernement syrien interdit à ses fonctionnaires de la Direction de l'électricité de travailler pour les Kurdes en l'absence d'un accord entre les deux. À Qamichli le gouvernement syrien a proposé aux Kurdes un tel accord pour la distribution de l'électricité dans la ville. Les Kurdes cependant l'ont refusé pour montrer qu'ils sont capables de se débrouiller seuls sans appui de l'Etat syrien.

N'oublions pas que les dirigeants sont des cadres du PKK habitués à la vie dure dans les montagnes du Qandil et au mode de vie des guérillas. Pour eux le confort ne compte pas. Si on veut garder la combativité de la population kurde, il vaut mieux que les jeunes ne regardent pas la télévision. Ceci explique pourquoi les services comme l'électricité ne sont pas très importants pour ces anciens combattants.

À cause de quelques attentats à la voiture piégée perpétrés par l'EI à Qamichli, les autorités ont interdit l'importation d'engrais azotés, dû au fait qu'avec l'azote vous pouvez faire des bombes. Par voie de conséquence il n'y a quasiment plus d'engrais et les rendements agricoles de cette région dédiée depuis 50 ans à la céréaliculture intensive sont catastrophiques. Avant 2011, on avait en moyenne et en fonction de la pluviométrie dans les 40 quintaux à l'hectare, 4 tonnes de blé à l'hectare. Aujourd'hui on est tombés à une tonne. Plus de la moitié des terres ne sont pas cultivées.

Déjà le blé a été remplacé par l'avoine et par l'orge, parce qu'ils demandent moins d'engrais et moins d'eau. Seulement l'avoine et l'orge ne sont utilisées que pour les animaux tandis que la récolte de blé pour la farine s'écroule. Avant la guerre, la province d'Hassaké représentait à

² Voir : SEM. Berne. Note Syrie : La situation dans la province d'al-Hassake. 13.09.2017. www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslander/asien-nahost/syr/SYR-lage-al-hassake-f.pdf. (20.11.2018).

elle seule, en fonction de la pluviométrie, de 25% à 50% de la production de blé du pays. Aujourd'hui il faut quasiment importer du blé.

Malgré ces développements les prix ne montent pas grâce au contrôle par l'administration kurde. Nonobstant cette intervention, les prix dans la zone kurde sont déjà trois fois plus chers que dans la zone gouvernementale : un sac de pain (env. un kilo) coûte SYP 35 dans la zone gouvernementale, SYP 100 chez les Kurdes. SYP 500 correspondent à env. USD 1. Un salaire moyen (fonctionnaire) vaut USD 50 par mois. Les meilleurs salaires sont payés par les Unités de protection du peuple (YPG)³ : USD 150 par mois si vous avez un contrat court de six mois ou bien jusqu'à USD 200 par mois si vous avez un contrat long de deux ans.

Par ailleurs ces salaires sont le motif pour lequel énormément d'Arabes rentrent dans les rangs des YPG ou des Asayesh⁴. Leur motivation n'est pas politique. Joindre les forces de sécurité kurdes constitue pour eux le seul moyen de nourrir leurs familles. Souvent, c'est le seul travail qui existe. De ce fait le raisonnement des Etats-Unis : « Plus de la moitié des combattants des FDS sont des Arabes, ce qui démontre que les Arabes adhèrent au système » est faux. Les Arabes n'adhèrent pas au système, ils cherchent juste du travail pour manger. Le jour où les Kurdes se feront attaquer par les Turcs, les Arabes poseront les armes et retourneront dans leurs communes. On l'a bien vu à Afrine : ce ne sont que les combattants kurdes qui y sont allés. Les FDS n'y ont pas envoyé de combattants arabes.

6. Recrutement et service militaire

Jusqu'à aujourd'hui, l'armée syrienne et les agences de sécurité du gouvernement sont présentes dans les quartiers gouvernementaux à Qamichli et Hassaké. Dans ces zones-là le recrutement pour le service militaire continue normalement. Si vous êtes Syrien et habitez dans l'ouest de la ville de Qamichli, en principe vous êtes convoqué pour faire le service militaire.

Si vous restez exclusivement dans des zones contrôlées par les Kurdes (y compris par exemple al-Malikiya/Derik), vous ne courez aucun risque de recrutement par l'armée syrienne. Par contre, vous y faites le service militaire kurde.

À Qamichli il y a trois zones d'influence : la zone gouvernementale (avec les drapeaux syriens, les barrages, l'armée syrienne, etc.), la zone tenue par les Kurdes et la zone grise. La zone grise est ce qu'on appelle l'*ouassat* (« quartier central »). Il s'agit du quartier chrétien contrôlé par les Sottoro pro-gouvernementaux.⁵

Si vous vous trompez de rue et vous vous retrouvez dans ce quartier chrétien, il y a la possibilité de rencontrer une patrouille de Sottoro qui vous arrête et vous demande vos papiers. Une fois que vous êtes arrêté, les Sottoro peuvent vous forcer à passer dans la zone gouvernementale.

Quant à la province d'Idlib qui se trouve aussi hors contrôle gouvernemental, une situation similaire existe : À l'âge de 18 ans en principe, les jeunes doivent se présenter à la section de recrutement. Mais comme Idlib est tenue par l'opposition, soit ils sortent de cette province pour faire ces démarches à Lattaquié ou ailleurs, soit ils restent et ne sont pas touchés par le service militaire gouvernemental. En revanche il se peut qu'ils soient appelés au service des rebelles.

³ Milice du parti kurde PYD.

⁴ Agence de sécurité des autorités kurdes.

⁵ Voir : SEM. Berne. Note Syrie : La situation dans la province d'al-Hassake. 13.09.2017. www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslander/asien-nahost/syr/SYR-lage-al-hassake-f.pdf. (20.11.2018).

7. La frontière avec l'Irak

Pour les Kurdes Syriens il est devenu quasiment impossible d'aller en Irak à de rares exceptions. Si vous n'avez pas fait votre service militaire chez les Kurdes, les YPG ne vous laissent pas sortir. Et puis les Irakiens ne les acceptent pas, parce qu'ils n'ont pas envie d'avoir des centaines de milliers de Kurdes Syriens de leur côté de la frontière. C'est dire que les Kurdes Syriens sont coincés entre la Turquie, le nord de l'Irak et le gouvernement de Damas.

8. Santé et Transport

La vie quotidienne tourne au ralenti. Les autorités kurdes assurent à tout le monde une ration de pain et de fioul pour se chauffer l'hiver. Donc les gens ne meurent ni de froid ni de faim. Quant aux services de santé, il n'y a pas d'infrastructure pour des opérations compliquées à Qamichli. *Médecins sans frontières* (MSF Suisse, Hollande, France), maintiennent des hôpitaux partout et ils apportent un soutien très important à la population. J'ignore si l'hôpital national d'Hassaké est toujours opérationnel.

L'aéroport de Qamichli est ouvert et des bus assurent des connections avec le reste du pays en passant par Manbij et Tabqa. Cependant le bus est lent en raison des check points et du détour par Alep. Il faut ainsi deux jours pour aller à Damas depuis Qamichli contre seulement deux heures en avion. Mais il faut réserver plusieurs semaines à l'avance pour avoir une place en avion et le prix est beaucoup plus élevé. Les bus sont fréquentés par exemple par les étudiants qui continuent d'étudier à Lattaquié ou Damas ou bien par des gens qui se font soigner hors zone kurde. Seulement, pour prendre l'avion ou le bus de Qamichli pour se rendre à Damas, il faut être en règle par rapport au service militaire. Ceux qui sont fichés, comme par exemple les activistes du PYD, évitent d'y aller.

9. Relations politiques entre les Kurdes et le gouvernement central

La perte d'Afrine aux Turcs a été un véritable choc pour les Kurdes. Du coup, ils ont compris qu'il ne fallait pas compter sur le soutien *ad vitam aeternam* des Etats-Unis. Quand j'étais sur place en mars 2017, les dirigeants kurdes qui venaient à Washington, comme Ilham Ahmad⁶, se montraient convaincus que les Américains ne les lâcheraient pas pour garder les Kurdes comme alliés dans la région. Les Turcs ne pourraient pas les attaquer comme la communauté internationale leur doit « une reconnaissance éternelle » après la libération d'al-Raqqa de l'EI. Dans cette logique les Kurdes étaient convaincus qu'Afrine ne tomberait jamais.

Maintenant ils ont réalisé que les Américains les utilisaient contre l'EI, mais qu'ils ne les protégeraient pas contre la Turquie. À la suite des événements d'Afrine, les Kurdes ont commencé sérieusement à négocier avec Damas, parce qu'ils craignent que les Etats-Unis partent finalement du jour au lendemain surtout qu'on se rapproche de la fin de l'EI. Les Etats-Unis se rendent compte que, s'ils restent présents comme « puissance occupante », il leur reviendra de reconstruire la région. Comme les problèmes structureaux sont tellement énormes, il faut un plan Marshall.

Et comment résoudre le problème économique de cette région ? En donnant le pouvoir au PYD/PKK, qui a un programme néo-maoïste ? Pour l'instant la situation reste stable parce que le PKK ne met pas en application son programme politique. Aussitôt qu'ils commenceront à vouloir mettre en œuvre la collectivisation comme les Khmers rouges au Cambodge, la catastrophe éclatera. Le programme économique d'Öcalan (chef du PKK) n'est pas loin de celui des Khmers rouges.

⁶ Co-Présidente du *Conseil Démocratique de la Syrie*, le parti politique des *Forces Démocratiques Syriennes* (FDS).

Le gouvernement à Damas comprend que le système d'« autonomie locale » instauré par le PYD avec ces *komunat* n'est pas démocratique. En tant que tel, il ne remet pas en cause le gouvernement. Finalement le PYD et le parti Baas ne sont pas tellement différents. Donc ils peuvent se comprendre. Comme toujours au Moyen-Orient, on se bagarre sur des principes idéologiques pour se mettre d'accord sur des questions beaucoup plus concrètes et pragmatiques.

Le PYD revendique officiellement que le gouverneur de la province d'Hassaké soit un Kurde, élu par la population. En réalité le PYD insiste pour que son comité central le choisisse, ce qui est inacceptable pour Damas. À son tour, le gouvernement propose une décentralisation sur la base d'un projet de loi élaboré entre 2009 et 2011, mais qui n'a pas été voté. Selon ce plan, la compétence sur la santé, l'éducation etc. seront transférées au niveau des municipalités. Ceci exige d'ailleurs d'abord la généralisation des municipalités élues à tous les villages car, en 2011, la moitié des villages dans la province d'Hassaké n'avaient pas de municipalité. Pour Damas, le système de l'autonomie locale du PYD pourrait donc convenir sans contradiction à la loi de décentralisation.

Ce qui est en train d'être négocié est l'intégration des YPG dans l'armée syrienne, avec le même grade et le même salaire, ainsi que l'intégration de l'administration kurde dans l'administration syrienne. Une autre question touche le partage des ressources, c'est-à-dire quel pourcentage du pétrole sera accordé à Hassaké pour développer la région. Exclue de l'intégration restent les vétérans du PKK. On ne prendra que des jeunes cadres Kurdes Syriens, qui n'ont pas été faire un stage de six mois à Kandil⁷, parce qu'on se méfie d'eux. Le gouvernement syrien veut que le PKK retourne à Kandil. Les PKK qui sont Syriens peuvent rester mais on ne leur donnera pas de rôle officiel. Cependant, les négociations semblent toujours au point mort.

10. Situation des Yézidis et Chrétiens

Pour les chrétiens la situation est catastrophique. Les leaders chrétiens de Qamichli dénoncent la spoliation des biens des chrétiens et la fermeture des écoles chrétiennes par les autorités kurdes. Les écoles privées chrétiennes continuent d'enseigner en arabe selon le programme syrien. Toutes les populations veulent avoir un enseignement correct en arabe, de manière à ce que leurs enfants puissent passer le baccalauréat syrien et ensuite étudier dans les universités syriennes. Par contre le baccalauréat kurde n'est pas reconnu. Pourtant l'autorité kurde a décidé de fermer les écoles chrétiennes si elles n'appliquaient pas le programme kurde. À Qamichli, plus de 80 écoles qui enseignaient en arabe ont été fermées. C'est aussi un moyen de pousser les arabes à partir (« l'épuration ethnique blanche »).

Les chrétiens ne sont pas discriminés pour leur religion. Mais on est quand même dans une lutte communautaire. Les chrétiens de la région d'Hassaké ont historiquement été favorisés par le mandat français. En 1945, la population des villes de Qamichli et Hassaké était en majorité chrétienne. Les villages assyriens de la vallée du Khabour (30,000 habitants) étaient le paradis terrestre. Ils avaient les meilleures terres car ils étaient arrivés les premiers dans cette région peu peuplée. Les Kurdes et les Arabes sont arrivés plus tard et ont toujours jaloué la richesse des chrétiens. Aujourd'hui plus de la moitié des chrétiens de la province de Hassaké sont partis, 90% des Assyriens du Khabour, et on essaie de s'approprier leurs terres et biens.

Officiellement il y a des *komunat* pour le quartier chrétien de Tel Tamer ou pour le quartier chrétien de Qamichli. Les Kurdes ont réussi à trouver quelques personnes pour y participer. De toute façon les Kurdes vont toujours trouver un chrétien qu'ils vont mettre à la table pour

⁷ Quartier général du PKK situé dans la Région kurde irakienne.

montrer qu'ils protègent les chrétiens. Ils citent l'exemple des Sottoro.⁸ À Hassaké (pour Qamichli voir chapitre 6), les Sottoro sont pro-kurdes. Mais 90% des membres sont des Musulmans. Quand j'ai visité ces Sottoro, j'ai constaté qu'il n'y a que deux ou trois chrétiens à la tête pour faire croire que c'est une milice chrétienne. Quand ils vous disent « Kurdes, Arabes, Assyriens, Arméniens, etc. », ce n'est qu'une couverture. Il y a un Arménien, un Assyrien, mais globalement les chrétiens sont pour Damas.

Quant aux Yézidis il y en a aujourd'hui très peu dans le nord-est de la Syrie. À Afrine, il y a une très petite communauté qui comprenait quelques centaines d'individus avant l'attaque turque.

11. Les dynamiques géopolitiques

À mon avis les Kurdes d'Afrine auront du mal à revenir chez eux. 200 000 Kurdes ont été évincés, et les Turcs sont en train de réimplanter des populations de Damas, de la Ghouta et de Rastan dans cette zone afin d'empêcher le retour des Kurdes.

Les Turcs ont pour ambition de conserver une zone tampon dans le nord de la province d'Idlib, pour protéger les villages turkmènes dans cette région où ils veulent réimplanter les Turkmènes qui étaient au nord de Lattaquié. Ces derniers ont peu de chances de retrouver leurs villages d'origine dû à la guerre très destructrice dans cette zone. En plus les Russes en veulent beaucoup aux Turkmènes du nord de Lattaquié, parce qu'ils ont émasculé et tué les deux pilotes du bombardier qui avait été abattu par les Turcs. C'est pourquoi les Russes veulent punir cette tribu turkmène. Un des projets des Turcs est de réimplanter ces Turkmènes dans ces villages turkmènes entre Jisr al-Shoughour et Bab al-Hawa. L'implantation de Turkmènes dans la zone Jarablous/al-Bab suit la même stratégie de turkméniser la région, pour empêcher définitivement toute espèce de jonction des Kurdes.

Idlib sera probablement coupée en deux. C'est-à-dire qu'on aura une offensive limitée de l'armée syrienne, pour reprendre la moitié de la province, pour sécuriser Alep, Hama et Lattaquié. Damas n'acceptera cependant pas que la ville d'Idlib reste dans la zone tampon bien que les Turcs veuillent la garder. À Idlib ce défi sera plus difficile que dans la province de Daraa (au sud de la Syrie), parce qu'à Daraa 80% des rebelles étaient sans affiliation djihadiste. À Idlib par contre se trouvent les extrémistes durs comme Hayat Tahrir al-Sham ou bien les Ouïgours.

En 2015 on s'attendait à ce que les Russes proposent aux Kurdes une alliance de manière à ce qu'ils lâchent les Américains en échange de la protection russe contre la Turquie. Mais les Kurdes n'ont pas accepté cette proposition et donc, en août 2016, Poutine et Erdogan ont fait leur propre alliance. Poutine a de nouveau fait une proposition aux Kurdes à l'automne 2017 après qu'ils eurent chassé l'EI d'al-Raqqa. Les Kurdes ont refusé derechef. Poutine a alors décidé de leur donner une leçon et a laissé Erdogan prendre Afrine. Maintenant, il faut se demander s'il est trop tard pour les Kurdes pour trouver un accord avec la Russie. Aujourd'hui, Poutine profite de bonnes relations avec une Turquie qui paralyse l'OTAN. Libre de choisir entre quelques miliciens kurdes du PKK et une Turquie qui lui permet de bloquer l'OTAN, Poutine devrait préférer la Turquie.

Au niveau international, les relations entre les Etats-Unis et la Turquie restent tendues sans perspective de détente. Des sondages menés auprès de la population turque ont été présentés en mai 2018 et révélé des résultats intéressants : Plus de 50% des Turcs considèrent les Etats-Unis comme le pays le plus menaçant pour la Turquie. En revanche la

⁸ Voir : SEM. Berne. Note Syrie : La situation dans la province d'al-Hassake. 13.09.2017. www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslander/asien-nahost/syr/SYR-lage-al-hassake-f.pdf. (20.11.2018).

Russie arrivait à 2-3% seulement. Erdogan impute la chute de la livre turque et la crise économiques à un complot américain. Cette stratégie marche très bien en Turquie.

L'Iran poursuit son ambition d'un lien entre Téhéran, Bagdad, Damas et Beyrouth. Cette stratégie exige l'appui des Russes, parce que sans le soutien de Moscou, la Syrie aurait été divisée. Damas aurait pu conserver la capitale mais pas reprendre le Nord de la Syrie. Les Iraniens sont conscients que dans cette situation ils doivent accepter beaucoup de choses de la part des Russes, comme par exemple se retirer de la proximité du Golan ou permettre une présence durable des Turcs dans le Nord de la Syrie. Sans la collaboration de la Turquie, Damas n'aurait pas forcément perdu, mais on aurait eu un *statu quo* de long terme, parce que toute la logistique de l'opposition venait de la Turquie. Il fallait que la frontière turque soit fermée pour qu'ils réussissent à venir à bout des rebelles. Les Iraniens s'en rendent compte, tout en voyant doucement la Turquie s'éloigner des Etats-Unis. Ce développement les intéresse beaucoup car l'objectif des Russes comme des Iraniens est d'arriver à faire qu'il y ait un pays membre de l'OTAN qui ait rompu avec les Etats-Unis.

La guerre en Syrie coûte aux Iraniens env. USD 15-20 milliards par an, un montant considérable vu les finances iraniennes. Pour cette raison ils aimeraient arrêter de payer mais il leur manque les moyens de reconstruire le pays. En Syrie il n'y a pas beaucoup de ressources : un peu de phosphate, un peu de pétrole, rien de très important. La Banque mondiale a estimé les pertes liées à la guerre à USD 240 milliards. Il s'agit aussi des pertes d'exploitation, c'est-à-dire ce que l'économie syrienne aurait produit s'il n'y avait pas eu la guerre. La reconstruction des immeubles va se faire par l'argent privé. Par contre l'Etat investira dans les réseaux d'eau, d'électricité etc. Les infrastructures énergétiques n'ont pas vraiment été touchées. Les infrastructures thermiques fonctionnent toujours, la production de gaz a été remise en état très rapidement. La reconstruction de la Syrie devrait donc coûter moins de USD 240 milliards. Après, il faut voir aussi de quel type de reconstruction on parle. Une reconstruction artisanale « à la syrienne » serait vite faite mais entrainerait pendant 50 ans des coûts énergétiques et environnementaux énormes. C'est ce qu'on voit aujourd'hui au Liban, qui s'est reconstruit d'une manière désorganisée. La Syrie sera pareille voire pire.

Enfin, il ne faut pas négliger le pouvoir économique de la diaspora. Aujourd'hui il y a env. un million de Syriens en Europe soit env. 200 000 familles. Ces familles ont une capacité d'épargne considérable, et sont capables de renvoyer en Syrie tous les mois en moyenne entre EUR 500 et EUR 1000. À la fin de l'année, chaque famille syrienne a peut-être envoyé entre EUR 6000 et 12 000 en Syrie. Avec EUR 10 000 vous reconstruisez un appartement. Ainsi, rien que les nouveaux arrivés qui se sont installés en Europe depuis le début de la guerre renvoient près de EUR 2,5 milliards chaque année. Si vous ajoutez la diaspora syrienne en Australie, aux Etats-Unis etc., vous avez des milliards et des milliards, qui suffisent finalement à reconstruire les immeubles.

12. Retour

Mes enquêtes au Liban démontrent que - à l'exception des riches - le retour au pays n'est pas une option pour les réfugiés syriens, faute de sécurité économique et politique. Pour les personnes qui ont participé à la révolte ou aux manifestations, la question du retour ne se pose pas, de crainte de se faire arrêter ou de disparaître. Et même parmi ceux qui n'ont pas été impliqués dans la révolte, plusieurs personnes ont expliqué ce qui se passait : Avant de retourner en Syrie pour voir la maison/famille on demande, moyennant bakchich, à la douane si votre nom est sur une liste de recherche. Une fois que le douanier confirme que la personne n'est pas recherchée, elle passe la frontière sans problème. Au premier barrage tout se passe bien mais au deuxième des *Mukhabarat*⁹ l'arrêtent sous prétexte d'être un opposant. On laisse le concerné mariner pendant 15 jours, et puis on lui dit « Bon, tu étais au Liban depuis longtemps, tu as de la famille au Liban. Si tu veux sortir, c'est USD 2 000 ». Si vous avez

⁹ Les services de renseignements syriens.

quelqu'un qui travaille en Europe, aux Émirats ou en Arabie Saoudite le prix monte à USD 15 000-20 000. La corruption en Syrie est telle que les gens n'ont aucune garantie. Il s'agit de racket sans motifs politiques, donc les gens n'osent pas rentrer. La situation est différente pour ceux qui sont riches, protégés, de bonne famille - ils ne sont pas touchés.

Un autre cas est celui des Arabes de Tell Abyad. J'en ai rencontré en Turquie et au Sud Liban. Ils ne rentreront pas car ils ne veulent pas vivre sous domination des Kurdes. Puis il y a - quel que soit le gouvernement qui est en place dans une zone - toutes les questions de vendetta qui empêchent les gens de rentrer.

Pour des raisons économiques, de nombreux Kurdes Syriens préféreraient quitter la Syrie vers l'Irak mais ne peuvent pas sortir, les frontières étant fermées. Les Kurdes Syriens vivant dans les camps en Irak ne reviennent pas non plus pour la même raison. Au moins dans les camps - par exemple à Dohuk - il y a de la nourriture, des écoles, des services médicaux gratuits et éventuellement la possibilité d'émigrer. Enfin, dans ces camps les réfugiés sont mieux traités que dans leurs villages, donc ils préfèrent rester.

En 2017, l'Espagne a donné 100 visas d'immigration à des Syriens réfugiés au Liban. Tout le monde parlait du nouvel Eldorado et que l'Espagne comme l'Allemagne allait envoyer des avions pour chercher tout le monde. De telles initiatives - comme d'ailleurs aussi l'accueil du bateau *Aquarius* à Valence¹⁰ - prennent vite des proportions et entretiennent l'espoir. Dans ce contexte, rentrer en Syrie signifie perdre tout espoir de pouvoir accéder à l'Europe. Tous les Syriens au Liban connaissent maintenant quelqu'un qui a réussi à gagner l'Europe, qui a une carte de séjour, voire qui est marié avec une Allemande et qui va vivre rapidement de manière allemande.

Dès que le Liban commence à faire pression sur les Syriens pour qu'ils retournent chez eux, on doit s'attendre à l'arrivée des bateaux des réfugiés à Chypre. Entretemps les Chypriotes ont récupéré une vingtaine de Syriens qui sont partis du Liban sur des canots, par crainte que les Libanais les poussent au retour en Syrie.

En été 2018 quelques familles syriennes d'Arsal et Sheba sont rentrées chez elles. Il s'agit de zones très défavorisées, montagneuses, très chaudes en été, froides en hiver. Il n'y a pas de possibilité de trouver du travail mais la vie coûte quand même cher parce qu'il faut chauffer en hiver. Malgré cette situation, des familles ont accepté de retourner de l'autre côté de la montagne en Syrie, où elles avaient des terres ou des maisons. Le Hezbollah a aussi fait pression de sorte qu'elles partent. Quant aux réfugiés à Beyrouth ou à Tripoli la question de leur retour ne se pose pas.

Les réfugiés qui se trouvent déjà en Europe ne retourneront pas avant d'avoir un passeport européen dans la poche. Ceci leur permettra de partir de la Syrie immédiatement s'il y a un problème, raison pour laquelle il ne faut pas compter sur leur retour avant plusieurs années. Une fois que leurs enfants seront dans le système scolaire européen, pourquoi retourner en Syrie ? Il faudra vraiment que la situation se dégrade au Liban, en Jordanie ou en Turquie pour que les réfugiés dans ces pays d'accueil acceptent de rentrer, à moins d'être poussés *manu militari* au retour en Syrie.

¹⁰ NZZ. Zurich. «Aquarius»-Odyssee zu Ende: Flüchtlinge treffen in Spanien ein. 17.06.2018. www.nzz.ch/international/aquarius-migranten-am-sonntagmorgen-im-spanischen-valencia-erwartet-ld.1395498. / Le Figaro. Paris. Migrants : l'Aquarius est arrivé dans le port de Valence. 17.06.2018. www.lefigaro.fr/international/2018/06/16/01003-20180616ARTFIG00152-bienvenue-chez-vous-comment-valence-va-accueillir-l-aquarius.php. (20.11.2018).

Compte rendu par

SECRETARIAT D'ETAT AUX MIGRATIONS SEM

Domaine de direction Asile

La présente « Note » a été élaborée par l'Analyse sur les pays du SEM dans un délai limité, selon les [Lignes directrices de l'UE](#) en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine, sur la base de sources d'informations soigneusement choisies. Toutes les informations disponibles ont été recherchées, évaluées et traitées avec un grand soin. Toutefois, ce document ne prétend pas être exhaustif. Il ne permet pas non plus d'évaluer de manière concluante si une demande individuelle de statut de réfugié ou d'asile particulier est justifiée ou pas. Quand un évènement précis, une personne ou une organisation particulière n'est pas évoqué dans ce document, cela ne signifie pas que l'évènement, la personne ou l'organisation en question n'existe pas. Le contenu de ce document a été produit de manière indépendante et ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités.